

COPENHAGUE

Au début de l'année 2008 j'avais publié sur le site du Long Courrier quelques pages inspirées par l'échec de la conférence sur le climat qui s'était tenue à Bali en décembre 2007. L'objectif était alors de jeter les bases d'un accord international faisant suite au protocole de Kyoto qui serait plus tard ratifié par les chefs d'états à Copenhague en décembre 2009. Fort imprudemment j'avais intitulé ce papier « le désastre de Bali » mais je sais maintenant qu'il ne faut jamais faire usage des superlatifs parce qu'après, on est en panne de vocabulaire quand les choses tournent mal.

Elles ont mal tourné en effet. Après Bali le tohu-bohu médiatique a continué de plus belle, les « *warmists* » et les « *deniers* » (lire réchauffistes et climato-sceptiques) ont continué de s'injurier. La confusion peut-être pas innocente entre réchauffement climatique et protection de l'environnement s'est encore épaissie (les climato-sceptiques sont exclus de la communauté vertueuse des « éco-citoyens »). On continue de confondre émissions avec pollution. Le débat public s'est focalisé sur la seule problématique du réchauffement, lui-même attribué aux émissions de CO₂. Un forum mondial de l'eau s'est tenu à Istanbul en mars 2009, il n'y avait personne ou presque. Une réunion du G8 consacrée à la dénutrition a été organisée par monsieur Berlusconi (seul chef d'état présent) à Rome en juin 2009. Il n'y avait là non plus aucune personnalité méritant d'être mentionnée. Les médias n'ont pas rendu compte de ces événements. La subsistance de deux milliards d'hommes serait sans doute moins importante que le confort des ours polaires. Les décideurs imperturbables ont laissé entendre que Bali était un simple round d'observation. D'ailleurs ils n'avaient envoyé que les seconds couteaux. Ils conduiraient en personne les négociations déterminantes à Copenhague. C'est bien ce qu'ils ont fait mais c'est raté.

Le flop de Copenhague a été plus retentissant que celui de Bali. Ce fût d'abord une empoignade entre pays de nord et pays du sud, les premiers souhaitant répartir les responsabilités, les seconds s'accrochant au statut de victimes que leur avait concédé le protocole de Kyoto. Il est inutile de raconter l'événement que tout le monde a pu voir sur les écrans de télévision, l'essentiel précisément pour les participants était d'être vus. On ne peut pas oublier la mauvaise volonté affichée du président Obama. Il passait là « par hasard » en allant à Stockholm recevoir un prix Nobel de la paix. Les autres chefs d'états, français, allemand, britannique, se sont obligeamment fait voir mais c'est tout. S'ils ont dit quelque chose personne n'a entendu. L'organisation était catastrophique, et en plus il faisait un froid de gueux. Heureusement les écolos ont courageusement assuré l'animation, et c'était un rendez-vous incontournable pour les personnalités politiques d'opposition. Les poses de la très photogénique présidente de Poitou-Charentes vêtue de rose fuchsia près d'une voiture vert fluo (ou peut-être l'inverse) sont inoubliables. Une voiture électrique évidemment. La prochaine assemblée, celle de la dernière chance, est programmée à Cancun au Mexique en décembre 2010 après une réunion préparatoire qui s'est tenue à Bonn en Allemagne, dans l'indifférence générale. Le découragement est perceptible.

Quelques mauvaises nouvelles, du moins pour les « réchauffistes », n'arrangent rien. Depuis l'année 1998 les températures atmosphériques moyennes sont globalement stabilisées. Par ailleurs la masse de chaleur retenue dans les océans

est également stabilisée depuis 2004. Ces observations sont évidemment contestées par les médias populistes qui ont fait du réchauffement climatique un fonds de commerce et bien sûr par les écolos de la base, mais elles embarrassent les scientifiques du GIEC (alias IPCC, *International Panel for Climate Change*). Puisqu'ils ne mettent pas en cause le dogme de l'effet de serre (culturellement impossible pour eux), et puisque les émissions de CO₂ ne faiblissent pas, où diable est allée cette chaleur ? Selon les uns elle s'est cachée quelque part et elle finira par ressortir, et alors là, il fera très chaud. D'autres pensent qu'elle n'a pas atteint la surface terrestre et qu'elle aurait été réfléchiée par les nuages. Or précisément les mécanismes de la nébulosité sont très insuffisamment étudiés de leur propre aveu. Les plus audacieux murmurent qu'un équilibre climatique serait atteint : il fait plus chaud, donc il y a une évaporation plus importante, donc une nébulosité plus forte, et donc moins de réchauffement. En vérité personne n'en sait rien. Evidemment cette accalmie ne constitue nullement une preuve qu'il n'y aurait pas de réchauffement climatique. Mais une succession d'hivers froids en Europe et en Amérique du nord influence considérablement les opinions publiques même si ce n'est pas rationnel. Or ce sont les opinions publiques qui déterminent les options politiques, plus sensibles aux sondages et aux échéances électorales qu'aux interrogations scientifiques.

Et puis il y a eu l'étonnante affaire dite du « *climatogate* » terme un peu ironique et presque affectif inventé par les anglo-saxons, le suffixe *gate* signifiant à peu près : « coup tordu », par référence au légendaire *watergate*. C'est un imbroglio politico-scientifique digne des meilleurs romans de John Le Carré. Il est sorti fin 2009, quelques semaines avant le sommet de Copenhague, un hasard sans doute. Des « hackers » indéclicats ont piraté les ordinateurs du *Climate Research Unit (CRU)* de l'université d'East Anglia en Angleterre qui collecte et contrôle les données statistiques dont le GIEC fait usage. Des courriers électroniques internes de cette estimable institution révèlent d'une part une étrange désinvolture de la part de scientifiques dont on attendait quelque rigueur, et d'autre part le « bidonnage » des températures moyennes déduites des analyses dendrochronologiques (analyse des anneaux concentriques de quelques arbres multi-centenaires) sur une quarantaine d'années, afin qu'elles correspondent aux températures directement mesurées, ce qu'elles refusaient de faire.

Ce n'est pas seulement anecdotique parce que les analyses dendrochronologiques fournissent les seules indications de températures scientifiquement mesurables avant la généralisation des observations directes dans les années 1880. Si est avéré qu'elles ne sont pas fiables, et plus grave encore si on nous le cache, alors la crédibilité du GIEC est gravement mise en cause. En effet, deux thèses s'affrontent. Les « réchauffistes » et le GIEC soutiennent la théorie alarmiste dite de la « crosse de hockey », un réchauffement très lent et régulier depuis le début de notre ère jusqu'à l'avènement industriel vers 1850, puis un emballement concomitant avec les émissions croissantes de CO₂. Les climato-sceptiques soutiennent au contraire que depuis le début de notre ère, le climat est soumis à des cycles chauds ou froids, comme l'attestent l'« optimum médiéval » aux 13^{ème} et 14^{ème} siècles et le « petit âge glaciaire » du 17^{ème} au 19^{ème} siècles, lesquels n'ont évidemment rien à voir avec les émissions industrielles de CO₂. Ils s'appuient sur des sources historiques et archéologiques. Le GIEC qualifie ces histoires d'optimum médiéval et de petit âge glaciaire de « mythes » puisque les analyses dendrochronologiques ne signaleraient pas d'anomalies significatives. Peut-être, mais si elles se trompent, alors il faut tout re-

commencer. Une aubaine pour les climato-sceptiques qui bien entendu se sont engouffrés dans la brèche.

L'affaire a fait grand bruit outre Manche. Le directeur du CRU, le professeur Philip Jones, a remis sa démission pour le temps de l'enquête qui a été diligente et confiée à un éminent universitaire, lord Oxburgh, lequel a promptement lavé ses collègues de tout soupçon, un peu trop promptement selon certains, Il leur a seulement été reproché, en termes délicieusement courtois, de ne pas avoir de statisticiens professionnels dans leur équipe, et d'être un peu désorganisés ! Le piratage a aussi révélé le refus du CRU de communiquer des informations à des scientifiques réputés « hostiles » c'est-à-dire climato-sceptiques, alors que le CRU, organisme public, y est légalement tenu. La justice de Sa Majesté a été saisie. Simultanément (encore une coïncidence ?) a été révélée une boulette dans le rapport 2007 du GIEC. On y lit que les glaciers de l'Himalaya auront complètement disparu en 2035, c'est-à-dire demain, ce qui est évidemment absurde. Le directeur du GIEC, le professeur Rajendra Pachaury, un Indien, balaye la critique. On a recopié cela dit-il dans l'étude d'une ONG environnementaliste militante. Et d'ailleurs ajoute-t-il, c'était 2350, simple erreur typographique. On notera incidemment que la découverte fin 2009 d'une grosse boulette dans un rapport publié en 2007 prouve que peu de gens l'ont lu. Les plus méchants des climato sceptiques soulignent que le nom même du professeur Pachaury est inconnu du grand public sauf chez lui en Inde, comme auteur à succès de romans érotiques ! Dans la guerre du climat on ne se fait pas de cadeaux.

C'est le rapport de sir Nicholas Stern qui tient lieu de justification économique à la très coûteuse « révolution verte ». Engageons tout de suite les dépenses nécessaires pour stopper l'accroissement des gaz à effet de serre a-t-il proposé en 2006. Cela coûtera 1% du PIB mondial. Si nous attendons la catastrophe climatique à la fin du siècle, la facture sera de 20% du PIB mondial. Donc allons-y, même si la catastrophe n'est pas certaine, c'est un pari raisonnable, il suffit de régler le thermostat. Beaucoup on pensé que c'était une blague. Les Britanniques c'est bien connu adorent parier sur tout et n'importe quoi. Or le rapport Stern fait l'objet de violentes critiques dont étrangement les médias ne soufflent mot. Elles émanent des économistes, ses pairs, qui sont quasiment unanimes pour dénoncer son absurdité. Ils n'ont pas d'avis sur le réchauffement climatique, ce n'est pas leur tasse de thé. Mais ils rappellent que pour comparer un coût immédiat avec un bénéfice futur, il faut procéder à une actualisation financière. C'est un exercice banal pour les industriels et investisseurs sur les court ou moyen termes, mais sur un siècle selon eux c'est un non sens absolu. Nicholas Stern disent-ils a « fabriqué » un taux d'actualisation, en l'occurrence 0.5%, qui lui permet de parvenir au binôme simpliste 1% versus 20% qu'il est facile de vendre aux foules, pour faire plaisir ajoutent-ils à son copain Tony Blair, un écolo mystique. Des taux d'actualisation même très voisins mais pas moins arbitraires auraient donné des résultats beaucoup moins accrocheurs. Si le jugement des économistes sur le rapport Stern parvenait dans la sphère publique, il serait infiniment plus dévastateur que le « *climatogate* ».

On ne s'est pas ennuyé non plus de ce côté ci de la Manche. En février 2010, quelques semaines après l'échec assourdissant de Copenhague (encore un hasard du calendrier sans doute), Claude Allègre a publié un livre qui a « fait un tabac » en librairie : « L'imposture climatique, ou la fausse écologie », qui a relancé les hostilités entre « réchauffistes » et climato-sceptiques. Ceux qui s'intéressent à la

question climatique connaissent bien les thèses de Claude Allègre. Il ne nie nullement le réchauffement climatique mais l'attribue à des cycles naturels que la science n'est pas encore parvenue à expliquer. Il n'est d'ailleurs pas « seul contre tous » comme disent ses détracteurs. Son point de vue est partagé par de très nombreux scientifiques avec une argumentation souvent convaincante. Claude Allègre va plus loin dans ce dernier ouvrage. Il dénonce vigoureusement les méthodes du GIEC qu'il juge non scientifiques, et les comportements claniques de cette institution, enfermée selon lui dans ses certitudes et hostile à toute forme de débat contradictoire. Claude Allègre est un homme de grand bon sens, mais il s'exprime avec la délicatesse d'un hippopotame. Par exemple, il n'aime pas Nicolas Hulot. Connaissant les points de vue de l'un et de l'autre sur les questions climatiques ce n'est pas surprenant. Mais au lieu de tourner la petite phrase hypocrite qui ne laisserait aucun doute sur ses sentiments, il écrit en toutes lettres : « Hulot est un imbécile ! ». Ce n'est pas comme cela qu'on se fait des amis.

La communauté écolo-bobo s'est étranglée d'indignation. Le Monde et Libération ont publié des éditoriaux d'une rare violence. Le malheureux Claude Allègre y est tout simplement déchiqueté. Une pétition signée par 400 étudiants et chercheurs, s'estimant insultés, a été envoyée à madame Valérie Pécresse, ministre de la recherche, pour solliciter sa protection. C'est une démarche tout de même surprenante de la part de gens se réclamant de l'indépendance de la recherche. Fort sagement madame Pécresse a réagi en bon ministre de la République : elle a nommé une commission, moyen éprouvé pour enterrer un problème. Il n'est pas certain que celui-ci soit enterré. Récemment, en mai 2010, le collège d'experts accrédités auprès du GIEC (831 très exactement) a été renouvelé, sur propositions des états participants, et dans le plus grand secret. Ce n'est pas la meilleure façon d'écarter le soupçon que seuls des chercheurs « bien pensants » auraient été élus.

La taxe carbone a fourni un autre thème d'animation. C'était le produit phare du Grenelle de l'environnement, en vérité son symbole même. Le chef de l'état avait pris l'engagement solennel, irrévocable et télévisé que la taxe carbone serait mise en œuvre avant l'été 2010. Il a prudemment précisé quelques jours plus tard qu'il faudrait d'abord convaincre les partenaires européens, puis que bien évidemment une taxe aux frontières de l'Union nous protégerait des importations « carbonées ». Plusieurs ministres ont laborieusement essayé d'expliquer le fonctionnement de la taxe carbone qu'à l'évidence ils n'avaient pas eux-mêmes bien compris. Les écolos ont exulté (du moins avant les réserves prudentes du Président). Les sceptiques de toutes obédiences ont fait comme d'habitude des remarques désagréables : inefficacité (la France est responsable pour de quelques tout petits pour cents du total des émissions de la planète), manœuvre électorale (c'était juste avant les élections régionales, or le vert est à la mode), etc. C'est le Conseil Constitutionnel qui a permis au chef de l'état de s'en sortir sans trop de dommages. Il a « retoqué » la taxe carbone au motif principal qu'elle était injuste puisque cinq domaines industriels en étaient exemptés, ceux la même qui sont déjà assujettis à l'ETS (*emission trading scheme*) européen. Ce serait une double peine a mollement plaidé le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports, etc., puisqu'ils ont déjà acheté leurs droits d'émettre sur le marché. Oui mais c'est injuste quand même a soutenu le Conseil Constitutionnel. Le particulier qui chauffe sa maison et fait rouler sa voiture n'a pas une mentalité de trader. Exit donc la taxe carbone à la grande fureur des écolos. Ils ont même traité les membres du Conseil Constitutionnel de vieux imbéciles

qui n'auraient rien compris aux finesses du marché des émissions. Mais les vieux imbéciles au contraire ont très bien compris. Ce qu'ils ont rappelé, c'est l'incompatibilité fondamentale qui existe entre une fiscalité contraignante d'une part, et la régulation par les marchés d'autre part. Ce sont des antithèses, des contraires absolus en termes de gouvernance économique. On adhère à l'un, ou à l'autre, mais pas aux deux. Certains affirment que les deux systèmes seraient compatibles mais ils se gardent bien d'expliquer comment. Il est surprenant que cette évidence ne soit pas apparue aux promoteurs de la taxe carbone, à moins qu'ils aient secrètement espéré que quelques sages interviendraient à point nommé. On pourrait bien sûr oublier la régulation par le marché, et généraliser la taxe, mais alors celle-ci devrait être universelle et uniforme (irréaliste), faute de quoi ce serait une distorsion de la concurrence (insupportable) à moins qu'on ne taxe les importations des seuls pays qui ne joueraient pas le jeu, mais ce serait une entrave à la libre circulation des biens, un autre dogme fondateur de l'économie de marché (impensable). On tourne en rond.

Comme si tout cela n'était pas suffisant, les Etats Unis ont anéanti les derniers espoirs de ressusciter l'«esprit» de Kyoto. Le président Obama à Copenhague avait dans sa poche la promesse (imprudente) d'un tout petit cadeau (17% de réduction des émissions en 2020 par rapport à 2005, soit l'équivalent de 4 % par rapport à 1990, année de référence pour tous les autres pays). Il avait obtenu de la chambre des représentants cette mesure purement symbolique avant de s'envoler vers la Scandinavie mais les chances de transformation par le sénat étaient pratiquement nulles. Plutôt que de subir un échec politique cuisant, il a retiré la proposition. Puis au printemps 2010 il a promulgué un vaste programme de soutien à toutes les sources nationales d'énergie (*energy bill*), sans considération pour leurs « empreintes carbone » et impacts environnementaux respectifs. Rien n'est omis : les forages off shore (la catastrophe du *Deepwater Horizon* sera vite oubliée, tout au plus un moratoire de quelques mois pour pacifier les habitants des bayous), le charbon, les *shale gaz* et *oil sands* du voisin canadien (un ami), le nucléaire, l'éolien, et même le maïs qui décidément ne sert plus qu'à cela. Les deux chambres ont applaudi. Enfin dans l'été 2010, un *climate bill* qui avait été approuvé de justesse par la chambre des représentants en 2009 a été balayé au sénat avec le support même de sénateurs démocrates. Il s'agissait d'instituer à l'échelon fédéral un système comparable à l'« ETS » européen, oublié donc lui aussi. Le message des Américains au reste du monde est clair : fichez nous la paix avec ces histoires de réchauffement climatique. A l'exception (peut-être) de leur président ils n'y croient plus, les sondages d'opinion sont éloquentes. Ils n'accepteront jamais qu'un organisme supranational à plus forte raison onusien leur impose une conduite. Ils ont un objectif prioritaire : acquérir leur indépendance énergétique par tous les moyens possibles, et c'est leur affaire. Le sommet de Cancun est maintenant privé de son principal objet, qui était précisément d'engager les Etats Unis dans la croisade universelle. On se réunira peut-être à Cancun malgré tout. Les Mexicains y tiennent beaucoup. Il faut les comprendre, quelques milliers de touristes haut de gamme sur notes de frais ce n'est pas négligeable pour l'économie nationale. Les chefs d'états seront beaucoup moins empressés probablement. Les médias sont silencieux, pas le moindre appel aux armes comme dans les semaines qui ont précédé Copenhague. L'Union Européenne qui s'est déjà illustrée par son militantisme fait la tournée des capitales pour tenter de rallumer la flamme. La seule réaction connue à ce jour est celle de l'Espagne qui a réduit les subventions de l'éolien et du photovoltaïque, domaines dans lesquels elle est citée en exemple. Le vert décidément devient moins à la mode.

On observe dans le même temps que plus se révèle irréaliste l'élaboration d'une gouvernance universelle du contrôle des émissions de gaz à effet de serre, plus le débat se radicalise. Les bagarres entre scientifiques sont habituelles, et même souhaitables. Les dérives politiques auxquelles elles donnent lieu le sont beaucoup moins. Certains « réchauffistes » donnent à leurs adversaires le nom de négationnistes », terme dont ils n'ignorent pas la connotation infamante. Un parlementaire australien a proposé de qualifier le climato-scepticisme de crime contre l'humanité (l'Australie précisons-le est le premier émetteur mondial de CO2 par habitant). Certains climato-sceptiques ne sont pas plus gracieux, les « réchauffistes » étant selon eux manipulés par une redoutable internationale ultra gauchiste. Les états européens se sont engagés dans d'extravagants programmes de développement des énergies renouvelables, sur la foi des avertissements alarmistes du GIEC, et sur les recommandations pour le moins insolites de Sir Nicholas Stern. Or ces deux piliers de la politique « verte » sont malmenés par une minorité de moins en moins minoritaire et de plus en plus bruyante. Alors évidemment les chefs d'états deviennent un peu nerveux parce qu'on pourrait un jour leur demander des comptes.

Il conviendrait en effet d'expliquer pourquoi on subventionne tout ce qui semble aller dans le bon sens (c'est-à-dire dans le sens d'une opinion publique encore hypnotisée par le réchauffement climatique), sans vraiment s'interroger sur la pertinence de ces libéralités. Les biocarburants, c'est merveilleux dit-on, mais c'est un désastre écologique, nous avertit très sérieusement la CNUCED. La voiture électrique c'est l'avenir, mais la production de l'électricité requise pour la propulser consommera autant de combustible fossile que si celui-ci était brûlé directement dans le moteur. De cela on parle très peu, même si les constructeurs impliqués ont eu l'honnêteté de le dire. Quant à l'éolien, symbole de la révolution verte, c'est la plus grande escroquerie de ce début de siècle (avec bien sûr le marché des émissions inventé à Kyoto). L'énergie éolienne techniquement ne sert à rien, parce qu'elle est intermittente et aléatoire, mais elle est somptueusement rémunérée (cinq fois son prix de revient, qu'elle soit utilisée ou pas), l'investissement de rêve même là où il n'y a pas de vent, et c'est encore mieux s'il y en a. L'éolien off shore fait fureur. Alors il vaut mieux investir dans un parc éolien en Beauce (où il y a peu de vent mais néanmoins beaucoup d'éoliennes) que dans un système d'alimentation en eau potable des bidonvilles de Lima, lequel ne rapporterait rien sauf peut-être la gratitude des habitants. Le Canard Enchaîné, qu'on voyait plutôt de tendance écolo-bobo, a publié en avril 2010 un cahier intitulé : « Les profiteurs du business écolo », édifiant ! Un signe des temps peut-être.

Si le sommet de Cancun est maintenu, on peut souhaiter que les congressistes auront le bon sens de contourner cette stupide querelle climatique pour se consacrer enfin aux vraies questions environnementales bien plus importantes que le temps qu'il fera dans cent ans. De toutes façon les « réchauffistes » et les climato-sceptiques ne se mettront jamais d'accord puisque leurs convictions respectives sont devenues des idéologies. Maintenant que nous sommes débarrassés du calamiteux héritage de Kyoto, c'est possible. Il ne faudra pas oublier de remercier les Américains.

Jean-Philippe Huchet
Août 2010

